


## DGEFP

### Evaluation d'impact de l'axe 1 du POn FSE « Emploi inclusion » sur la période 2014/2020

### Analyse de l'enquête à destination des participants ayant créé ou repris une entreprise



***Eclairer la décision,  
Améliorer l'action***

19 juin 2020

*Rédactrices : Carole BEAUGENDRE et Marine MOUNIER*

*Relecteur : François LECOUTURIER*

## TABLE DES MATIERES

<b>I.</b>	<b>RAPPEL SUR LA CONDUITE DE L'ENQUETE .....</b>	<b>3</b>
I. 1.	Objet de l'enquête à destination des créateurs et repreneurs d'entreprise .....	3
I. 2.	Rappel des éléments liés à la diffusion de l'enquête .....	3
I. 3.	L'opportunité de procéder à un redressement des données .....	4
I. 4.	La répartition des répondants par année de sortie d'opération .....	8
<b>II.</b>	<b>PROFILS DES REpondANTS .....</b>	<b>9</b>
II. 1.	Principales caractéristiques des répondants .....	9
II. 2.	Situation des répondants à l'entrée dans l'opération .....	10
II. 3.	Situation des répondants à la sortie de l'opération .....	12
<b>III.</b>	<b>LES ENTREPRISES DE LA CREATION / REPRISE A LA DATE D'AUJOURD'HUI.....</b>	<b>13</b>
III. 1.	Caractérisation des entreprises au moment de la création / reprise .....	13
III. 2.	Evolution des entreprises toujours en activité à l'heure actuelle .....	20
III. 3.	Les entreprises n'étant plus en activité au moment de l'enquête .....	22
<b>IV.</b>	<b>PARCOURS DE CREATION ET ACCOMPAGNEMENT .....</b>	<b>24</b>
IV. 1.	Parcours de création / reprise d'entreprise : difficultés et appuis .....	25
IV. 2.	Appréciation de l'accompagnement par les participants .....	26

# I. RAPPEL SUR LA CONDUITE DE L'ENQUETE

## I. 1. *Objet de l'enquête à destination des créateurs et repreneurs d'entreprise*

L'enquête présentée ci-après a été adressée à l'ensemble des personnes ayant bénéficié d'une action d'accompagnement à la création ou reprise d'entreprise cofinancée par le FSE entre 2014 et aujourd'hui pour lesquels nous disposons d'une adresse email ou d'un numéro de téléphone mobile (à partir de l'extraction participants en date du 13 février 2020) et pour qui la situation renseignée sur le marché du travail à la sortie était « accède à une activité d'indépendant, création d'entreprise ».

Elle vise à documenter la question évaluative relative à **l'impact sur la situation des participants** et plus indirectement l'efficacité du programme en la matière. Cette enquête questionne ainsi les types d'entreprises concernées ainsi que la perception des participants sur l'accompagnement dont ils ont bénéficié ou sur les freins qu'ils ont pu rencontrer.

## I. 2. *Rappel des éléments liés à la diffusion de l'enquête*

L'enquête a pu être adressée à 32 826 contacts au total (30 373 mails et 2 453 sms) et **a permis de collecter 2 340 réponses**.

Parmi ceux-ci, certains auront effectivement créé leur activité (c'est la cible de l'enquête), tandis que d'autres seront restés au stade de l'intention. Les données issues de MDFSE ne permettant pas d'identifier les participants ayant effectivement créé leur activité, la première question de l'enquête permet de le faire. Les non concernés (ou hors cible) sont remerciés et ne renseignent pas le questionnaire (215 répondants concernés).

Après apurement (suppression des « hors cible » décrits ci-dessus, suppression des observations trop peu documentées, ...), il reste **1 694 réponses exploitables**<sup>1</sup>.

### Détails méthodologiques

Questionnaire d'une durée de moins de 5 minutes, composé d'une trentaine de questions et divisé en 2 thématiques principales concernant :

- L'entreprise créée ou reprise ;
- L'accompagnement à la création / reprise d'entreprise.

Mis en ligne sur une durée de 4 semaines (du 10 mars au 14 avril 2020) et adressé par courriel (envoi initial + 2 relances) et SMS (envoi initial + 1 relance) à l'ensemble des créateurs et repreneurs identifiés.

Bilan :

- 32 826 contacts (30 373 mails + 2 453 sms)
- 32 764 délivrés (30 311 emails + 2 453 sms)
- 2 340 réponses au total
- 1 694 réponses exploitables (taux de réponse de 5,2%)

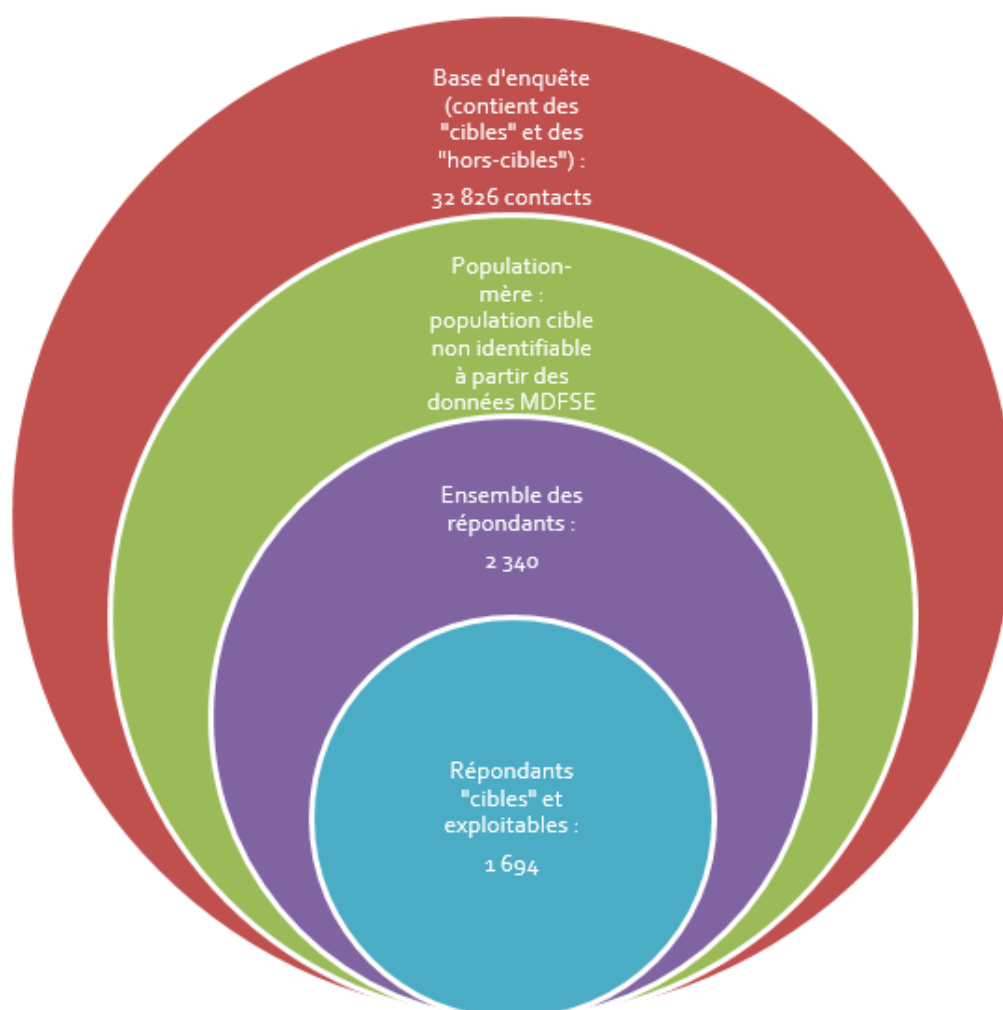
<sup>1</sup> Les données recueillies par questionnaire sur l'entreprise et sur l'accompagnement ont pu être complétées par des données relatives aux participants à partir des données MDFSE.

### I. 3. L'opportunité de procéder à un redressement des données

Dans l'idéal, afin de vérifier la représentativité des répondants à l'enquête au regard de la population plus large à laquelle ils appartiennent, il faudrait pouvoir comparer leur profil à la « population-mère », véritable cible de l'enquête, c'est-à-dire les participants sortis d'opération soutenues par le FSE et ayant effectivement créé ou repris une entreprise à l'issue de l'opération (*en vert dans le schéma ci-dessous*). Or les données disponibles, issues de MDFSE, ne permettent pas d'identifier les participants ayant effectivement créé leur activité, seulement ceux qui en avaient l'intention au moment de leur sortie d'opération, qu'ils aient ensuite concrétisé ou non leur projet (*en rouge ci-dessous*).

La première question de l'enquête consiste à vérifier cette modalité et à ne poursuivre l'enquête qu'auprès des participants concernés. Les caractéristiques de la population-mère n'étant pas connues, elles ne peuvent être comparées à l'échantillon des répondants. En effet, il est probable que les participants s'étant connectés à l'enquête (qu'ils aient créé leur entreprise ou non – *en violet dans le schéma*) soient « différents » de la base d'enquête, ceux ayant effectivement créé/repris leur entreprise étant probablement surreprésentés parmi les répondants. Comparer leur profil à la base initiale constituerait donc un biais potentiellement important, et non mesurable (biais de sélection).

#### REPRESENTATION DES DIFFERENTES POPULATIONS CONSIDEREES



¶

## PROFIL DE LA POPULATION ENQUETEE

	Population enquêtée
	N= 32 826
Hommes	53,3%
Femmes	46,8%
Moins de 25 ans	8,9%
25-29 ans	16,7%
30-34 ans	18,2%
35-39 ans	15,8%
40-44 ans	13,6%
45-49 ans	11,6%
50-54 ans	8,9%
55-59 ans	4,6%
60 ans ou plus	1,5%
CITE 0	3,0%
CITE 1 et 2	28,9%
CITE 3 et 4	25,3%
CITE 5 à 8	42,8%
Chômeur	57,9%
En emploi durable	5,8%
En emploi temporaire	1,1%
Indépendant, création d'entreprise	22,3%
Inactif	12,9%

Aussi, afin de juger d'une forme de représentativité des répondants, une autre option serait d'utiliser les sources statistiques disponibles au niveau national sur les créateurs d'entreprise. Le dispositif SINE (système d'information sur les nouvelles entreprises, collecté par l'Insee) fournit des statistiques nationales sur les créateurs d'entreprises en distinguant les auto- (ou micro-) entreprises et les autres (*cf. encart ci-dessous*). Si cette source de données apparaît comme la plus pertinente<sup>2</sup>, la comparaison avec la population de l'enquête reste cependant imparfaite, et ce pour plusieurs raisons principales :

- Premièrement, le fait même que l'enquête porte sur les sortants d'opérations soutenues par le FSE dans le cadre de l'axe 1 induit une sélection des publics concernés (plus de chômeurs, par exemple, les opérations visant à soutenir l'insertion des chômeurs).
- De plus, les dernières données disponibles dans SINE portent sur les entreprises créées en 2014, ce qui ne couvre qu'une partie des cibles de l'enquête auprès des participants sortis d'opérations entre 2014 et 2019 ;
- Enfin, les activités agricoles sont exclues du dispositif SINE, tandis qu'elles représentent 3,8% des répondants à l'enquête.

<sup>2</sup> Il s'agit d'un système d'observation permanent, porté par l'Insee, couvrant l'ensemble du territoire national et questionnant les profils des créateurs (et pas seulement les caractéristiques des entreprises). Il distingue de plus les auto- (ou micro-) entreprises, distinction également présente dans l'enquête.

SINE est un système permanent d'observation et de suivi d'une génération (ou cohorte) de nouvelles entreprises tous les quatre ans. Une génération correspond aux entreprises créées au cours de la même période (le premier semestre) d'une année donnée (ici 2014, dernière cohorte en date). Chaque génération d'entreprises est donc représentée par les seules créations du premier semestre de l'année.

Pour chaque génération, le recueil d'information repose sur trois interrogations :

- La première, quelques mois après la création de l'entreprise ;
- La deuxième, au bout de la troisième année d'existence de l'entreprise ;
- La troisième, cinq ans après la création.

La couverture économique du dispositif SINE correspond au champ de la démographie d'entreprises : l'ensemble des activités marchandes, hormis les activités agricoles. Les données sont collectées à l'aide de deux questionnaires différenciés, l'un à destination des créateurs d'entreprise, hors auto-entrepreneurs, et l'autre à destination des auto-entrepreneurs.

### PROFILS DES CREATEURS/REPRENEURS : COMPARAISON ENTRE REpondANTS A L'ENQUETE ET CHIFFRES NATIONAUX

	Chiffres nationaux créations 2014		Enquête auprès des créateurs/repreneurs	
	Hors auto-entrepreneurs	Auto-entrepreneurs*	Hors auto- ou micro-entrepreneurs	Auto- ou micro-entrepreneurs
Hommes	72,0%	59,1%	55,4%	34,0%
Femmes	28,0%	40,9%	44,6%	66,0%
Moins de 25 ans	4,9%	10,0%	4,2%	2,6%
25-29 ans	13,9%	16,7%	10,2%	7,3%
30-34 ans	15,6%	15,4%	12,4%	11,2%
35-39 ans	15,2%	13,5%	14,6%	15,5%
40-44 ans	15,1%	12,5%	18,9%	15,8%
45-49 ans	13,0%	10,0%	19,4%	18,8%
50-54 ans	10,4%	7,5%	13,8%	15,5%
55-59 ans	6,5%	5,5%	5,5%	11,1%
60 ans ou plus	5,4%	8,8%	0,9%	2,1%
CITE 0	11,7%	10,7%	1,0%	1,3%
CITE 1 et 2	5,3%	5,7%	20,4%	20,6%
CITE 3 et 4	36,6%	38,9%	21,1%	24,4%
CITE 5 à 8	46,4%	44,7%	57,5%	53,6%
Chômeur	26,6%	28,5%	58,2%	66,7%
En emploi durable	33,3%	37,7%	8,2%	2,0%
En emploi temporaire	2,7%	6,0%	1,0%	0,3%
Indépendant, création d'entreprise	26,1%	6,0%	20,2%	20,0%
Inactif	11,3%	21,5%	12,4%	11,1%

\*parmi ceux ayant démarré une activité (soit 59,9% des immatriculations)

Niveau de diplôme : il s'agit du niveau lors de la création d'entreprise pour le dispositif SINE et du niveau à l'entrée dans l'opération soutenue par le FSE pour l'enquête auprès des participants

### Au regard des statistiques nationales, il apparaît que :

- Les entreprises, quel que soit leur type, sont majoritairement créées par des hommes (72% des entreprises hors auto-entreprises, 59% des auto-entreprises) ;
- Les profils entre auto-entrepreneurs et les créateurs d'autres types d'entreprises diffèrent principalement par le sexe et l'âge des créateurs, les femmes représentant 41% des micro-entrepreneurs pour 28% des créations hors auto-entreprises, tandis que les moins de 30 ans représentent 26% des auto-entrepreneurs, contre 18% des autres types d'entreprises. Les profils sont relativement similaires sur les autres caractéristiques (niveau de diplôme et statut sur le marché du travail avant la création de l'entreprise) ;
- Les deux grands types d'entreprises diffèrent également par le secteur d'activité, les activités scientifiques et techniques ou les « autres activités de service » étant surreprésentées parmi les auto-entreprises, tandis que les secteurs de la construction, du commerce et de l'hébergement-restauration relèvent plus souvent des autres types d'entreprise (*résultats non présentés ici*).

### En comparaison, l'échantillon des répondants à l'enquête montre :

- Une surreprésentation des femmes, celles-ci ayant plus répondu à l'enquête que les hommes<sup>3</sup> ;
- Une sous-représentation des jeunes de moins de 30 ans ;
- Une surreprésentation des diplômés de l'enseignement supérieur<sup>4</sup>, mais également des niveaux CITE 1 et 2<sup>5</sup> ;
- Une surreprésentation des personnes étant au chômage lors de la création de leur activité, ce qui est cohérent avec le profil ciblé par les opérations soutenues par le FSE ;
- Les secteurs d'activité ne sont pas directement comparables, le secteur agricole étant exclu du dispositif SINE.

Si la comparaison des deux populations montre des différences (sur le sexe, l'âge, le niveau de diplôme, le statut), il est cependant difficile de distinguer la part relevant d'une propension moindre à répondre à l'enquête de celle directement liée au profil des participants aux opérations soutenues par le FSE, profil probablement différent de celui des données nationales en raison des critères d'éligibilité souvent assortis à ces opérations.

Ces deux effets (différence de profils des populations initiales et propension à répondre selon certaines caractéristiques) peuvent en outre se cumuler (par exemple, les chômeurs sont surreprésentés dans la population enquêtée et peut-être ont-ils davantage répondu que les autres) ou agir en sens inverse (les femmes sont surreprésentées parmi les répondants, en comparaison avec les chiffres nationaux, alors même qu'elles étaient sous-représentées parmi la population enquêtée).

---

<sup>3</sup> Résultat classique dans les enquêtes, les femmes répondant souvent plus nombreuses que les hommes

<sup>4</sup> Résultat classique dans les enquêtes, les plus diplômés répondant souvent plus nombreux que les non diplômés.

<sup>5</sup> Ce qui peut s'expliquer par le fait qu'ils étaient surreprésentés parmi la population enquêtée.

Ces analyses montrent ainsi la difficulté à disposer d’une réelle base de comparaison, qui permettrait de redresser l’échantillon des répondants et d’obtenir par ce moyen des résultats rigoureusement « représentatifs ».

**Au vu des éléments exposés, il n’a donc pas semblé souhaitable d’appliquer un redressement aux données de l’enquête.** La population-mère étant inconnue, il y a trop de biais non observables, non mesurables. *In fine*, il a semblé préférable d’analyser les résultats bruts mais de les interpréter à la lumière des éléments exposés précédemment.

#### **I. 4. La répartition des répondants par année de sortie d’opération**

Le tableau ci-dessous donne à voir la répartition des répondants par années de sortie d’opération au regard de celle de la population mère (N= 32 826). **La date de sortie d’opération semble influencer sur le fait de répondre ou non à l’enquête puisque les répondants sortis d’opération en 2017, 2018 et 2019 sont quelque peu sur-représentés par rapport à la population mère** quand, à l’inverse, les répondants sortis d’opération en 2014, 2015 et 2016 sont sous-représentés.

##### **REPARTITION DES PARTICIPANTS PAR ANNEE DE SORTIE DE L’ACTION (%)**

	Population enquêtée	Répondants
<b>2014</b>	10,8%	7,4%
<b>2015</b>	16,3%	13,5%
<b>2016</b>	30,5%	27,4%
<b>2017</b>	14,0%	16,4%
<b>2018</b>	19,6%	22,6%
<b>2019</b>	8,8%	12,6%
<b>2020</b>	0,1%	0,1%
<b>TOTAL</b>	100,0%	100,0%

Néanmoins, malgré cet effet lié à la date de sortie d’opération, **l’échantillon de répondants semble en tendance relativement représentatif de la population mère** (pas plus de 4 points d’écarts par année de sortie entre les % de répondants et les % de la population enquêtée).



## II. PROFILS DES REpondANTS

### II. 1. Principales caractéristiques des répondants

Les participants ayant répondu à l'enquête sont **majoritairement des femmes (52%)<sup>6</sup>**. Plus de 60% sont âgés de **40 ans et plus** et 56% ont un **niveau de diplôme CITE 5 à 8<sup>7</sup>**.

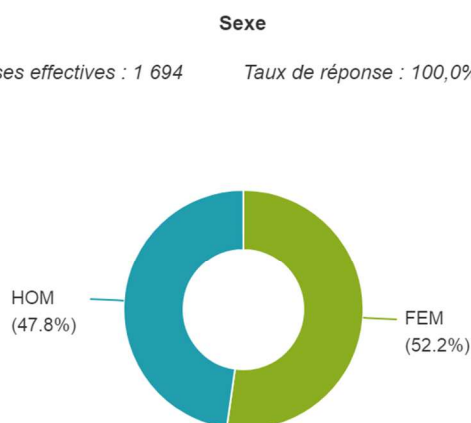
#### SEXE DES REpondANTS (%)

[Champ : ensemble des répondants]

#### ÂGE DES REpondANTS (%)

[Champ : ensemble des répondants]

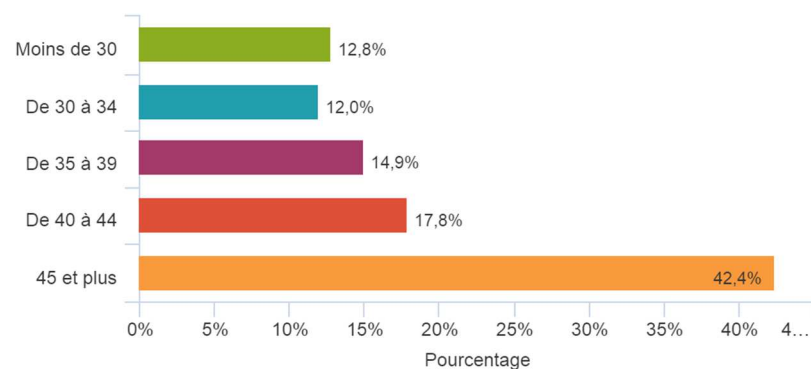
Réponses effectives : 1 694 Taux de réponse : 100,0%



Réponses effectives : 1 693  
Moyenne : 41,8

#### Âge du participant à l'entrée

Taux de réponse : 99,9%



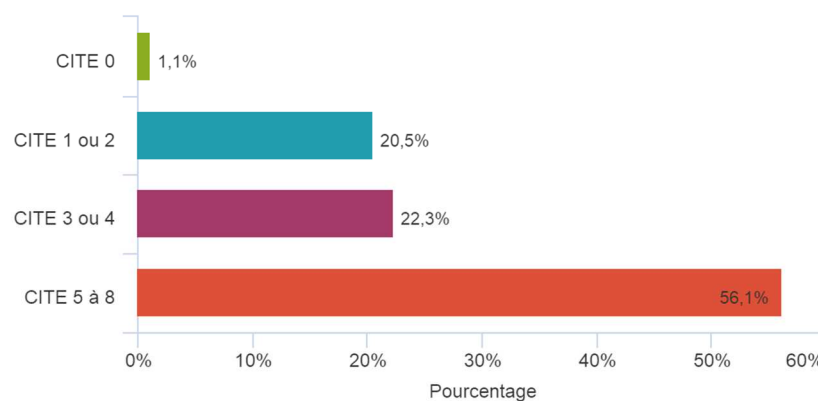
#### NIVEAU DE DIPLOME A L'ENTREE DANS L'OPERATION (%)

[Champ : ensemble des répondants]

#### Niveau de diplôme à l'entrée dans l'opération

Réponses effectives : 1 694

Taux de réponse : 100,0%



<sup>6</sup> 30% des femmes ont bénéficié d'un accompagnement spécifique destiné aux femmes.

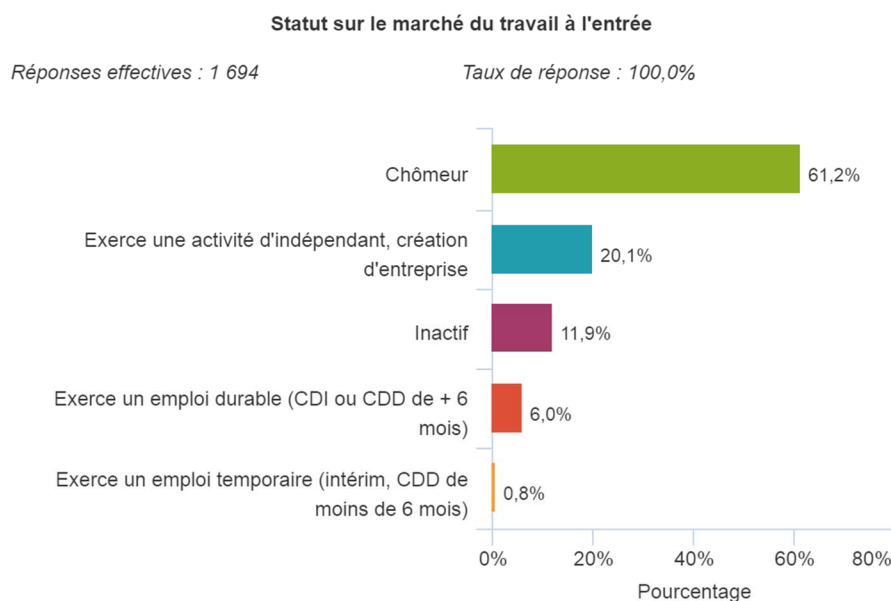
<sup>7</sup> cf. Partie précédente pour la comparaison entre l'échantillon des répondants et les statistiques nationales sur la création d'entreprise.

## II. 2. Situation des répondants à l'entrée dans l'opération

A l'entrée dans l'opération, les répondants à l'enquête étaient majoritairement demandeurs d'emploi (61%). Néanmoins, 1/5 exerçait déjà une activité d'indépendant et un peu plus d'1/10 étaient inactifs<sup>8</sup>. Parmi les répondants demandeurs d'emploi à l'entrée dans l'opération, 62% l'étaient depuis moins d'un an<sup>9</sup>.

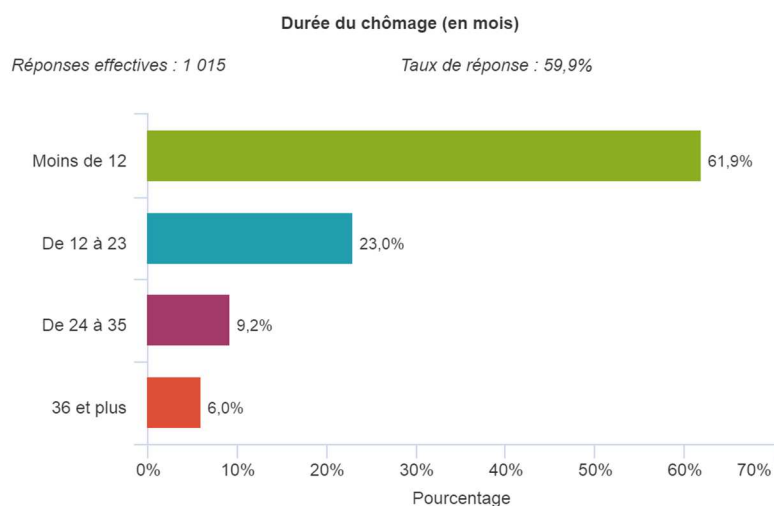
### STATUT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL A L'ENTREE (%)

[Champ : ensemble des répondants]



### DUREE DU CHOMAGE EN MOIS (%)

[Champ : chômeurs]



<sup>8</sup> cf. Partie redressement pour la comparaison entre l'échantillon des répondants et les statistiques nationales sur la création d'entreprise.

<sup>9</sup> Pour le FSE, les jeunes sont considérés en chômage de longue durée au bout de 6 mois sans activité.

## Les données MDFSE permettent également :

- **de documenter les situations particulières** : 5% des participants bénéficient d'une reconnaissance officielle de handicap, 12% bénéficient de minimas sociaux, moins de 1% sont sans domicile fixe, 9% sont d'origine étrangère (au moins par l'un des parents) et 2% résident en QPV<sup>10</sup> ;
- **de renseigner la situation des ménages des participants** : 18% des répondants vivaient dans un ménage où personne n'était en emploi, 21% dans un ménage avec des enfants à charge et 11% dans un ménage monoparental avec des enfants<sup>11</sup>.

Ainsi, le profil type du répondant (majoritairement une femme, de plus de 40 ans, de bon niveau scolaire et rencontrant assez peu de difficultés spécifiques hormis celle d'être au chômage le plus souvent) diffère assez significativement du public général de la PI 8.3, et plus encore de la population de l'axe 1 dans son ensemble. Les créateurs/repreneurs sont notamment plus diplômés (56% de niveau CITE 5 à 8 contre 44% sur la PI 8.3 et 26% sur l'axe 1).

## PROFILS COMPARES DES PUBLICS SUR L'AXE 1 / LA PI 8.3 / LES REpondANTS A L'ENQUETE<sup>12</sup>

		Axe 1	PI 8.3	Répondants
Sexe	Femmes	49,4%	50,4%	52,2%
	Hommes	50,6%	49,6%	47,8%
Age	Moins de 30 ans	81,7%	25,3%	12,8%
	30-34 ans	3,9%	17,2%	12,0%
	35-39 ans	3,6%	15,6%	14,9%
	40-44 ans	3,3%	13,9%	17,8%
	45 ans ou plus	7,5%	28,0%	42,4%
Niveau de qualification à l'entrée dans l'opération	CITE 0	2,8%	3,3%	1,1%
	CITE 1 ou 2	42,9%	27,7%	20,5%
	CITE 3 ou 4	28,7%	24,9%	22,3%
	CITE 5 à 8	25,6%	44,2%	56,1%
Statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'opération	Chômeur	75,3%	65,4%	61,2%
	Inactif	17,8%	11,4%	11,9%
	Exerce un emploi durable (CDI/CDD de + 6 mois)	2,3%	6,8%	6,0%
	Exerce un emploi aidé, yc. IAE	1,4%	0,3%	0,0%
	Exerce un emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)	0,9%	1,3%	0,8%
	Exerce une activité d'indépendant, création d'entreprise	2,2%	14,8%	20,2%
Situation individuelle	Allocataire des minimas sociaux	10,3%	19,8%	12,0%
	Reconnaissance officielle de handicap	3,3%	5,1%	5,0%
	Personne d'origine étrangère	24,4%	11,6%	9,0%
	Sans domicile fixe	2,9%	1,7%	1,0%
	Ménage avec enfants à charge	15%	18%	21%
	Ménage monoparental avec enfants à charge	11%	8%	11%
	Ménage ou personne n'est en emploi	20%	19%	18%

<sup>10</sup> Pourcentages non cumulatifs (exemple : une personne bénéficiant d'une reconnaissance officielle de handicap et de minimas sociaux est comptabilisée dans chaque catégorie).

<sup>11</sup> Pourcentages non cumulatifs.

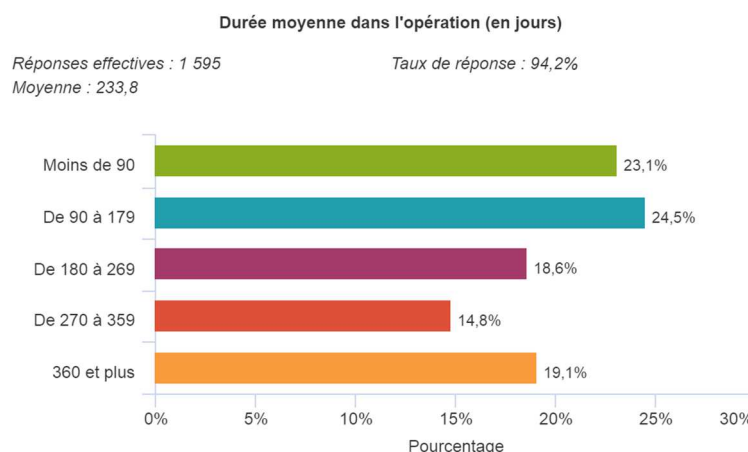
<sup>12</sup> Ces populations étant incluses les unes dans les autres

## II. 3. Situation des répondants à la sortie de l'opération

La durée moyenne des opérations dont ont bénéficié les répondants est très variable, de 1 à 1094 jours (environ 36 mois) (la moyenne est à 233,8 jours, soit environ 8 mois). Près 1/5 a suivi une opération de plus d'un an.

### DUREE MOYENNE DE L'OPERATION EN JOURS (%)

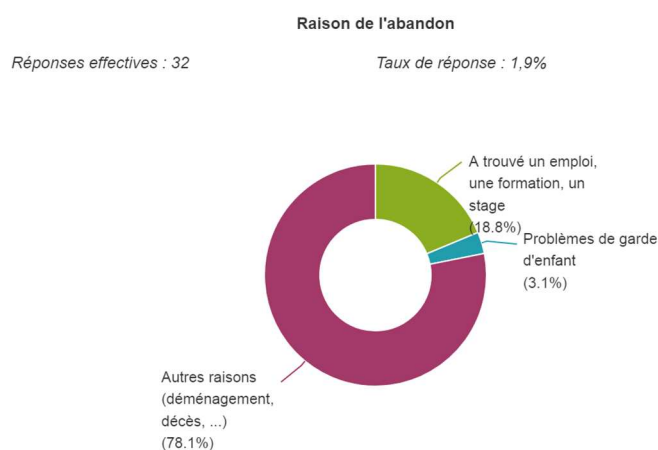
[Champ : ensemble des répondants]



Seuls 2,4% des participants ont quitté l'opération avant le terme prévu (dont 19% pour avoir trouvé un emploi, une formation, un stage, 3% pour des problèmes de garde d'enfants et 78% pour d'autres raisons : déménagement, décès, etc.).

### RAISON DE L'ABANDON (%)

[Champ : répondants ayant quitté l'action avant le terme prévu]



Enfin, sur la totalité des répondants, 1,5% ont obtenu une qualification au terme de leur participation, 11% ont achevé une formation de développement des compétences, 2% une formation pré-qualifiante, 3,5% une formation aux savoirs de base et, enfin, 9,5% des participants entament une nouvelle étape du parcours<sup>13</sup>. Les données MDFSE ne permettent pas de documenter en quoi consiste cette nouvelle étape.

<sup>13</sup> Pourcentages non cumulatifs.

### III. LES ENTREPRISES DE LA CREATION / REPRISE A LA DATE D'AUJOURD'HUI

#### III. 1. Caractérisation des entreprises au moment de la création / reprise

Très majoritairement, les répondants à l'enquête ont créé leur entreprise (86,5% contre 13,5% de reprise)<sup>14</sup>, entre 2016 et 2019 pour 56,5% d'entre eux.

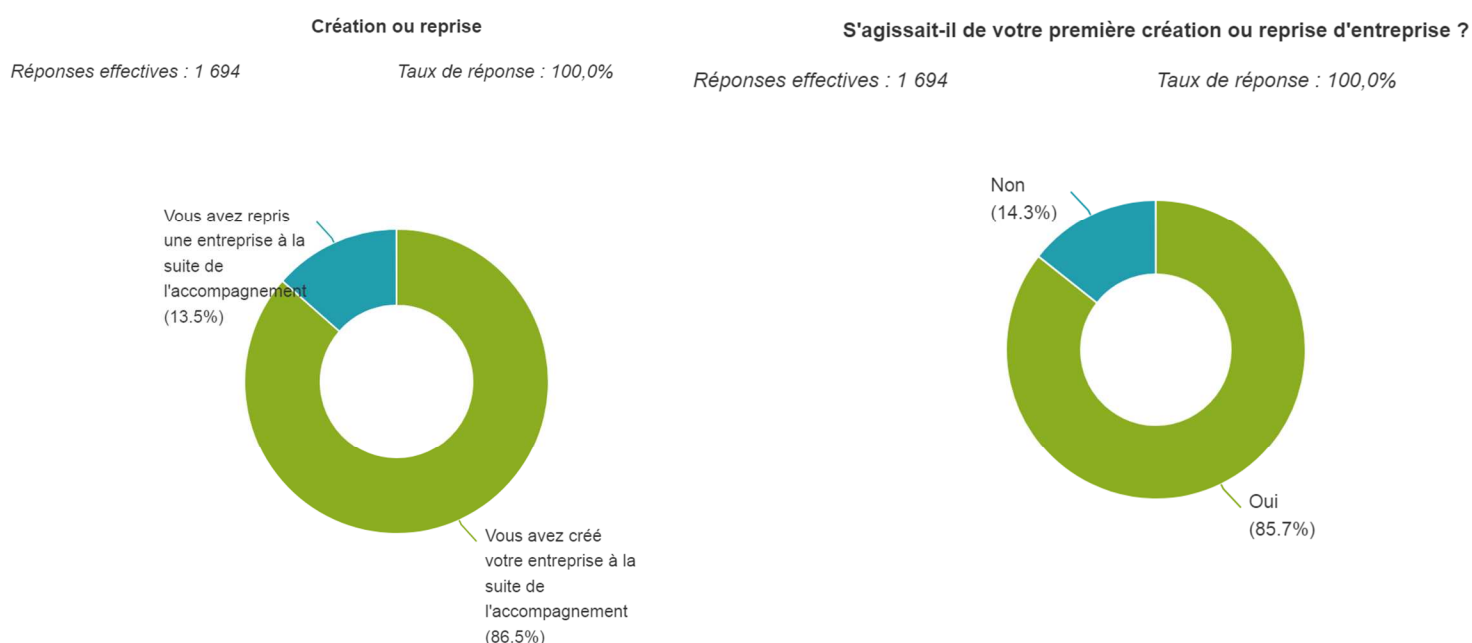
Pour la grande majorité, il s'agissait de leur première expérience de création / reprise d'entreprise (86%).

#### CREATION OU REPRISE (%)

[Champ : ensemble des répondants]

#### PRIMO-EXPERIENCE (%)

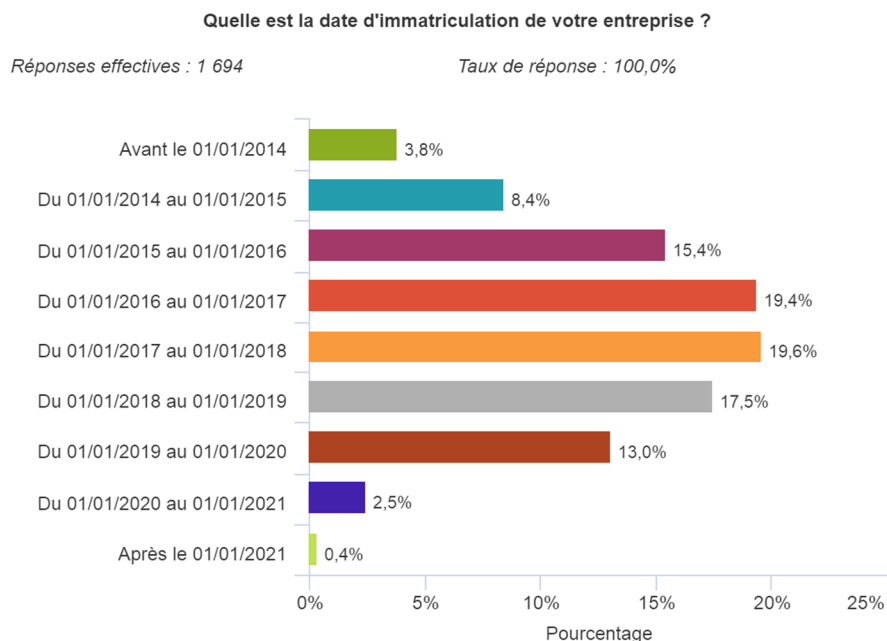
[Champ : ensemble des répondants]



<sup>14</sup> Cette répartition création / reprise serait à mettre en perspective avec les statistiques nationales, néanmoins, peu de données existent sur le volet reprise d'entreprise. L'Observatoire BPCE comptabilise en 2016 moins de 51 000 cessations-transmissions d'entreprises. Ce chiffre rapporté au nombre total de créations et reprises d'entreprises en 2016, représente 8,4% (554 028 créations d'entreprises en 2016 selon l'Observatoire de BPI, 51 000 cessations-transmissions selon l'Observatoire BPCE, soit 605 028 créations et reprises d'entreprises au total). Au regard des statistiques nationales, la part des répondants ayant repris leur entreprise semble ainsi quelque peu sur-représentée dans l'enquête.

## DATE D'IMMATRICULATION DE L'ENTREPRISE (%)<sup>15</sup>

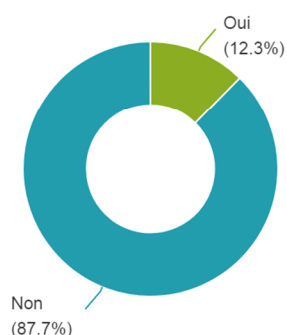
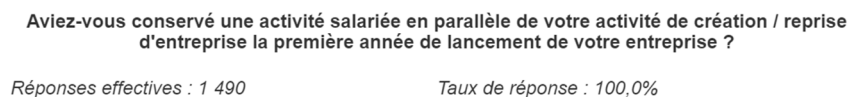
[Champ : ensemble des répondants]



Sur l'ensemble des répondants, seuls 12% déclarent avoir conservé une activité salariée en parallèle de l'activité de leur entreprise.

## ACTIVITE SALARIEE EN PARALLELE AU MOMENT DE LA CREATION / REPRISE (%)

[Champ : répondants pour qui l'antériorité de l'entreprise est d'au moins un an à la date de l'enquête]



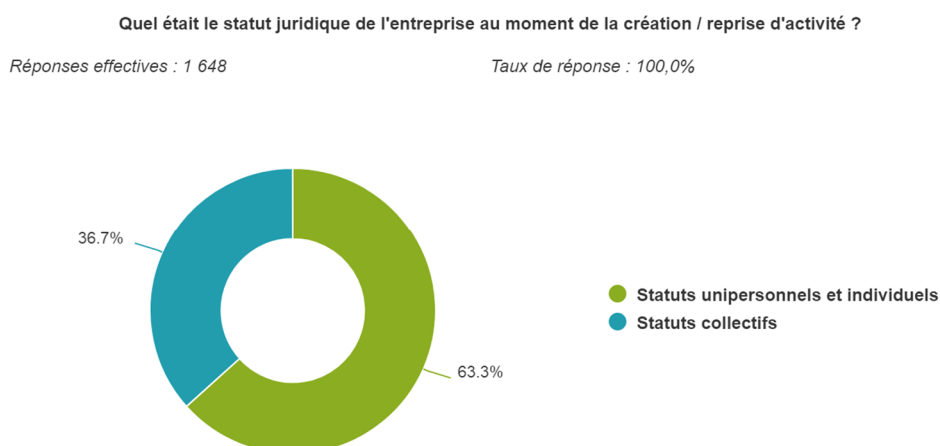
<sup>15</sup> La forme en cloche du graphique tient pour partie à ce que celles et ceux sortis d'opération en 2016-2019 (ayant probablement créé leur entreprise dans la foulée) ont davantage répondu que les autres à l'enquête.

Certains ont renseignées une date de création antérieure à leur entrée dans l'opération car ils ont sûrement bénéficié d'un accompagnement dans leur activité. Ils sont bien créateurs à la sortie de l'opération. D'autres ont renseigné une date d'activité postérieure à la date de passation du questionnaire (probablement des erreurs de saisies).

La majorité des créateurs et repreneurs ont privilégié un statut juridique unipersonnel ou individuel (63%). Le statut micro-entrepreneur semble être par ailleurs le statut privilégié par les participants, ce qui semble cohérent avec les statistiques nationales sur la création / reprise d'entreprise<sup>16</sup>. Parmi ceux-ci, seuls 3% déclarent avoir pris ce statut pour travailler pour des plateformes de services (livraison de repas, transport de personnes...).

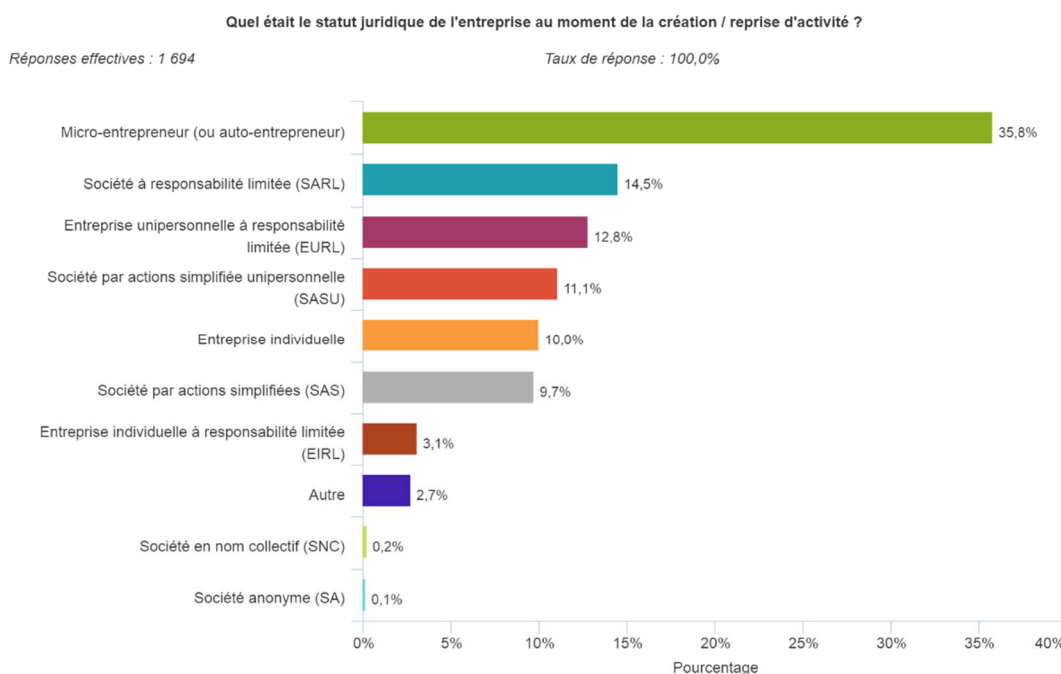
### STATUT JURIDIQUE AU MOMENT DE LA CREATION (UNIPERSONNEL / INDIVIDUEL VS COLLECTIFS) (%)

[Champ : ensemble des répondants]



### STATUT JURIDIQUE AU MOMENT DE LA CREATION (DANS LE DETAIL) (%)

[Champ : ensemble des répondants]



<sup>16</sup> Le régime de l'auto-entrepreneur / micro-entrepreneur est le plus prisé par les créateurs d'entreprises en France et représente en 2018 45% de la création d'entreprise. Toujours en 2018, le nombre de nouvelles entreprises classiques a enregistré une croissance de 10% par rapport à 2017, moins importante que celle des immatriculations de micro-entrepreneurs (+28%), mais supérieure de 1 point à son taux de croissance annuel moyen des dernières années. Source : Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise.

Note - Sur les 46 réponses « autre », 44 répondants ont précisé le statut juridique de leur entreprise (2 non-réponses). On retrouve principalement des GAEC (Groupement agricole d'Exploitation en Commun : 12 réponses), des SCOP SARL (Société coopérative de forme Société à responsabilité limitée : 6 réponses), des CAE (Coopérative d'Activité et d'Emploi : 5 réponses)<sup>37</sup>, des EARL (Exploitation Agricole à Responsabilité limitée : 4 réponses) et plus ponctuellement des associations loi 1901, SARL unipersonnelle, des exploitants agricoles (sans précision sur le statut) etc.

### Focus sur les micro-entreprises créées



Les micro-entreprises sont plus souvent créées par des personnes âgées de 45 ans et plus (moins souvent par des personnes de moins de 30 ans), plus souvent de sexe féminin et au chômage à l'entrée dans l'opération (notamment de 12 mois et plus). Cela est vrai pour toutes les entreprises, mais encore davantage pour les micro-entreprises. La vraie spécificité concerne la durée du chômage qui est plus souvent égale ou supérieure à un an pour les micro-entrepreneurs.

Les micro-entreprises sont également davantage présentes dans certains domaines d'activité : activités de services administratifs et de soutien, d'enseignement, santé humaine et activité sociale, arts / spectacles et activités récréatives, autres activités de services.

### Les principaux secteurs d'activité de création / reprise des entreprises sont :

- **les activités de commerce et les activités de réparation d'automobiles et de motocycles** (qui constituent une seule et même catégorie au regard de la nomenclature NAF) représentent 30% des créations et reprises d'entreprises (28% commerce et 2% activités de réparation d'automobiles et motocycles) ;
- **puis les autres activités de services (22%),**
- **suivis de la construction et de l'hébergement** – restauration (7% chacun).

Les secteurs comptabilisant 0,5% des réponses et moins ont été regroupés dans la catégorie « autre » (cf. graphique ci-dessous).

### Les secteurs d'activités les moins représentés sont les suivants :

- les activités financières et d'assurance (0,5%, soit 8 répondants) ;
- les activités des ménages en tant qu'employeurs ; les biens et services divers produits par les ménages pour leur usage propre (0,3%, soit 5 répondants) ;
- la production et distribution électricité, de gaz, de vapeur d'air conditionné (0,2%, soit 4 répondants) ;
- la production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution (0,2%, soit 4 répondants) ;

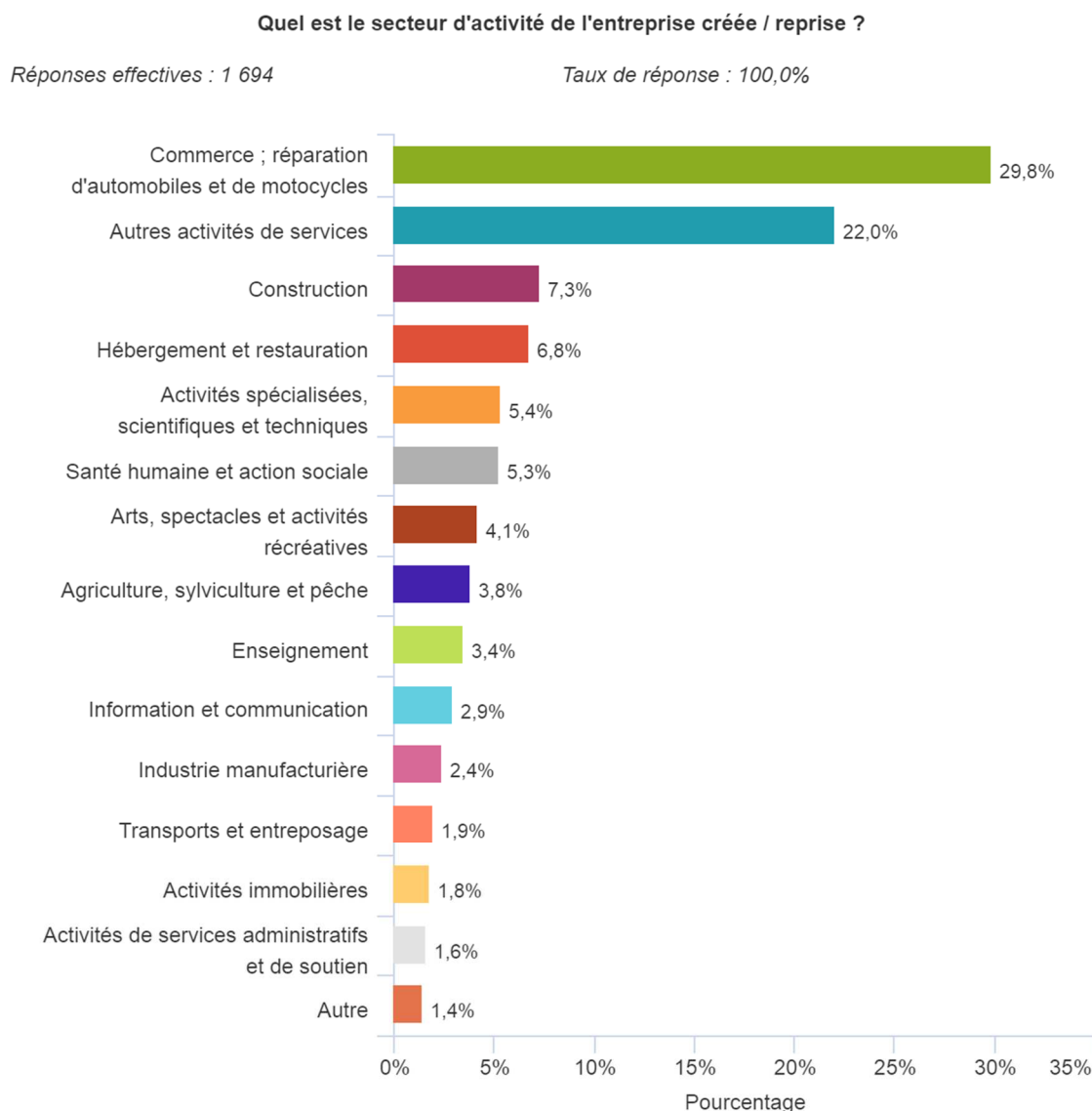
<sup>37</sup> Sans que l'on puisse déterminer précisément si les répondants ont créé des CAE ou ont créé leur activité (salarisée) au sein d'une CAE (même si les réponses semblent concerner le second cas).



- les activités extraterritoriales (0,1%, soit 2 répondants) ;
- les industries extractives (0,1%, soit 1 répondant)<sup>18</sup>.

## SECTEUR D'ACTIVITE SELON LE CODE NAF (%)

[Champ : ensemble des répondants]



**La plupart des entreprises créées ou reprises n'ont pas été implantées dans des territoires donnant lieu à des exonérations de charges ou aides** (moins de 10%, soit 5% en zones de revitalisation rurale, 3% en zones franches urbaines et 2% en quartiers prioritaires de la politique de la Ville). A noter cependant que près d'un tiers des répondants ne sait pas répondre à cette question.

<sup>18</sup> Les secteurs d'activités renvoient aux sections de la nomenclature NAF (exemple : le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles renvoie à la section G). Toutes les sections de la nomenclature sont représentées dans l'enquête (à l'exception de la section O : Services d'administration publique et de défense ; service de sécurité sociale obligatoire).

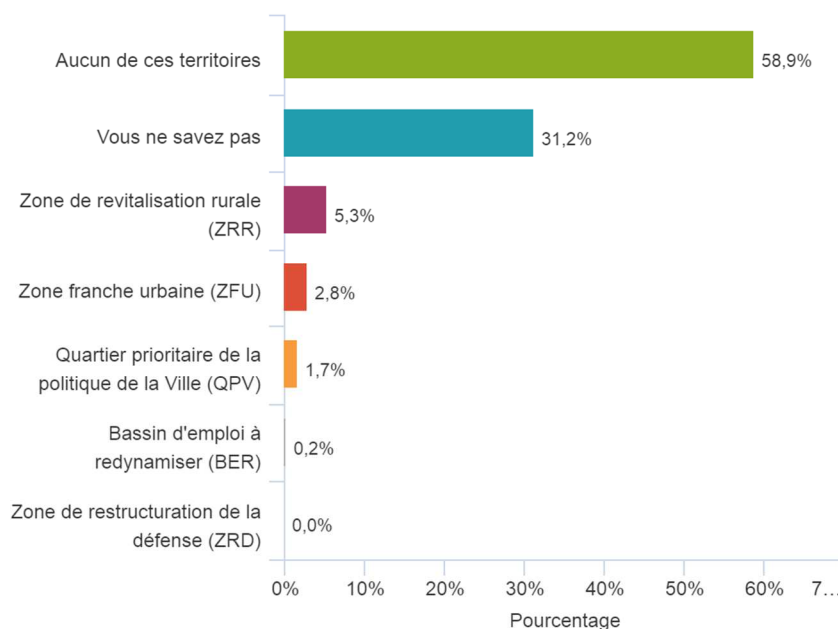
## EXONERATIONS DE CHARGES ET AIDES LIEES AU TERRITOIRE D'IMPLANTATION (%)

[Champ : ensemble des répondants]

Votre entreprise a-t-elle été implantée dans un territoire ouvrant droit à des exonérations de charges ou à des aides ?

Réponses effectives : 1 694

Taux de réponse : 100,0%



### Focus sur les entreprises ayant bénéficié d'exonération de charges



Les entreprises ayant bénéficié d'exonérations de charges sont plus souvent des entreprises individuelles et des entreprises du secteur de la construction et du transport et entreposage.

Les croisements sur les caractéristiques entreprises (création / reprise, toujours en activité / cessation, primo-expérience, nombre de salariés, etc.) et sur le parcours des répondants et leur satisfaction (difficultés rencontrées, satisfaction globale, plus-value) n'ont pas montré de différences significatives<sup>19</sup>.

Enfin, la plupart des entreprises n'ont pas créé d'emploi salarié au moment de leur création / reprise (hors création de son propre emploi) (79%), ce qui peut en partie s'expliquer par la prééminence du statut de micro-entrepreneur. Néanmoins, près de 1/5 des entreprises ont pu créer entre 1 et 4 emplois salariés et 2% plus de 5 emplois.

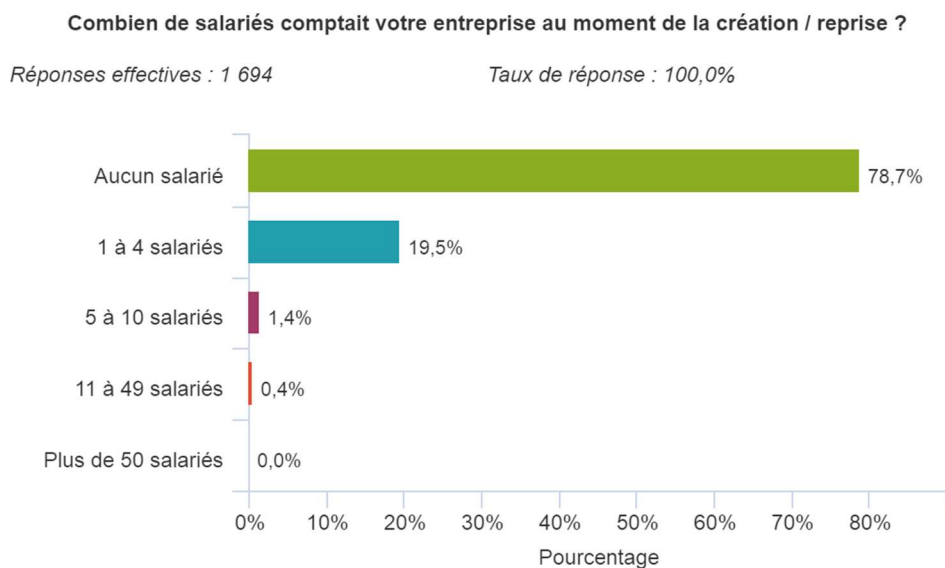
**Le chiffre d'affaires médian des entreprises créées et reprises à l'issue de leur premier exercice est de 27 615 euros.** Le chiffre d'affaires médian est inférieur à 25 000 euros pour 48% des entreprises et

<sup>19</sup> Avertissement de lecture (effectifs faibles) – Les entreprises ayant bénéficiés d'exonérations de charges et/ou aides représentent moins de 10% de l'échantillon.

inférieur à 10 000 pour 1/3. Ce niveau laisse entrevoir, même pour les entreprises sans autre salarié que son créateur, un revenu dégagé assez faible, voire très faible selon le type d'activité.

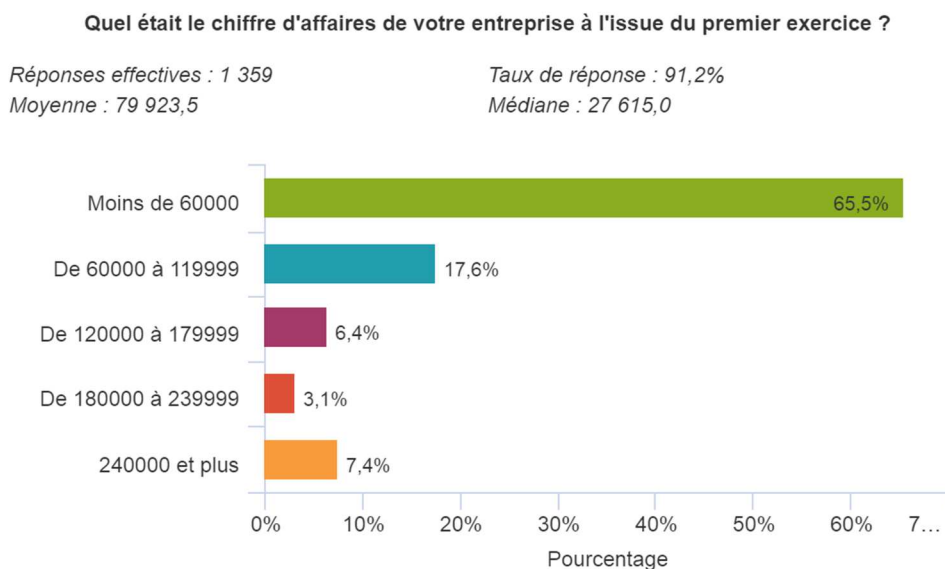
### NOMBRE DE SALARIES AU MOMENT DE LA CREATION (%)

[Champ : ensemble des répondants]



### CHIFFRE D'AFFAIRES A L'ISSUE DU PREMIER EXERCICE (%)

[Champ : répondants pour qui l'antériorité de l'entreprise est d'au moins un an à la date de l'enquête]



Une corrélation positive existe entre le chiffre d'affaire médian et le nombre de salariés : le CA médian augmente avec le nombre de salariés. Les entreprises de 0 salarié ont notamment un CA médian de 17 500 euros, contre 108 000 pour 1 à 4 salariés, etc.

### III. 2. Evolution des entreprises toujours en activité à l'heure actuelle

**92% des entreprises sont encore en activité aujourd'hui.** L'enquête atteste de certaines évolutions de ces entreprises depuis leur création / reprise<sup>20</sup>.

**Concernant le statut juridique de l'entreprise, celui-ci a évolué pour 6% des entreprises** toujours en activité et dont l'ancienneté est d'au moins deux ans (soit 70 entreprises). En comparant les statuts à la création / reprise et à l'heure actuelle pour ces 70 entreprises, une **diminution du nombre de micro-entreprises et d'entreprises individuelles** est observable au profit d'une augmentation du nombre d'entreprises unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL), de sociétés à responsabilité limitée (SARL) et d'entreprises individuelles à responsabilité limitée (EIRL), ce qui témoigne dans la durée d'une certaine « normalisation » de l'activité.

#### TENDANCE D'EVOLUTION DU STATUT JURIDIQUE DES ENTREPRISES (N)<sup>21</sup>

[Champ : répondants pour qui l'entreprise est toujours en activité, dont le statut juridique a évolué et dont l'ancienneté est d'au moins deux ans à la date de l'enquête]

	Statut à la création	Statut actuel	Evolution (N)
Micro-entrepreneur (ou auto-entrepreneur)	18	4	-14
Entreprise individuelle	18	8	-10
Société à responsabilité limitée (SARL)	10	18	+8
Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU)	9	7	-2
Société par actions simplifiées (SAS)	5	9	+4
Entreprise individuelle à responsabilité limitée (EIRL)	4	11	+7
Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée (EURL)	3	12	+9
Autre	3	0	-3
Société en nom collectif (SNC)	0	1	+1
<b>TOTAL</b>	70	70	

**Concernant le nombre d'emplois salariés créés,** en comparant le nombre de salariés déclarés à la création et celui déclaré au moment de l'enquête (pour les entreprises toujours en activité et ayant plus de 2 ans d'existence), **la part des entreprises ne comptabilisant aucun salarié diminue (- 16,5 pts) au profit de toutes autres tranches,** notamment celle des 1 à 4 emplois salariés créés (+12 pts).

#### TENDANCE D'EVOLUTION DU NOMBRE DE SALARIES DES ENTREPRISES (N / %)

[Champ : répondants pour qui l'entreprise est toujours en activité et dont l'ancienneté est d'au moins deux ans à la date de l'enquête]

	Salariés à la création		Salariés actuels		Evolution	
	N	%	N	%	N	Pts
Aucun salarié (créateur non salarié)	845	76,9%	664	60,4%	-181	-16,5
1 à 4 salariés	233	21,2%	362	32,9%	+129	11,7
5 à 10 salariés	17	1,5%	52	4,7%	+35	3,2

<sup>20</sup> Les effectifs de cessation d'entreprises sont trop faibles pour établir un lien serait à faire avec la date de création/reprise.

<sup>21</sup> Avertissement de lecture (effectifs faibles).

11 à 49 salariés	4	0,4%	19	1,7%	+15	1,4
Plus de 50 salariés	0	0,0%	2	0,2%	+2	0,2
<b>TOTAL</b>	1099	100,0%	1099	100,0%		

Concernant le chiffre d'affaires des entreprises, le chiffre d'affaires médian passe de 27 615€ au premier exercice à 64 062,5 € au dernier (32% des entreprises en dessous de 25 000 euros et 17% en dessous de 10 000 euros). La part des entreprises déclarant un chiffre d'affaires inférieur à 60 000 euros décroît (-14 pts) au profit des autres tranches. Celle qui comptabilise le plus fort taux d'augmentation concerne les chiffres d'affaires de plus de 240 000 euros (+6,5 pts).

#### TENDANCES D'EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES (%)

[Champ : répondants pour qui l'entreprise est toujours en activité et dont l'ancienneté est d'au moins deux ans à la date de l'enquête]

	CA au premier exercice		CA au dernier exercice		Evolution	
	N	%	N	%	N	Pts
Moins de 60 000	623	61,6%	488	47,5%	-135	-14,2
De 60 000 à 119 999	194	19,2%	213	20,7%	+19	1,5
De 120 000 à 179 999	74	7,3%	111	10,8%	+37	3,5
De 180 000 à 239 999	32	3,2%	60	5,8%	+28	2,7
240 000 et plus	88	8,7%	156	15,2%	+68	6,5
<b>TOTAL</b>	1011	100,0%	1028	100,0%		

#### Focus sur l'évolution des entreprises créées



Le changement de statut juridique est très souvent lié à une évolution du nombre de salariés (relation très significative) et à une l'évolution du chiffre d'affaires (relation significative). Ainsi, parmi les entreprises dont le statut juridique a évolué depuis la création / reprise (70 entreprises), celles dont l'effectif salarié a le plus évolué (passage à 2 tranches supérieures ou plus) et celles dont le chiffre d'affaires a augmenté de 100% et plus sont sur-représentées<sup>22</sup>.

Enfin, concernant les entrepreneurs qui avaient conservé au moment de la création une activité salariée en parallèle (12,3% de l'échantillon), 41,5% ont renoncé à cette activité salariée.

<sup>22</sup> Avertissement de lecture (effectifs faibles) – Les entreprises dont le statut a évolué depuis la création / reprise ne représentent que 70 entreprises.

### III. 3. Les entreprises n'étant plus en activité au moment de l'enquête

**7% des entreprises créées / reprises ne sont plus en activité aujourd'hui (123 entreprises).** La moitié de ces entreprises ont cessé leur activité au cours des deux premières années suivant leur création/reprise.

**Cette cessation d'activité est le plus souvent liée à des difficultés économiques** (niveau d'activité insuffisant, concurrence forte...) (42%). S'en suivent les raisons « autres » (ni économiques, financières, ni liées aux ressources humaines ou personnelles) qui représentent 21% des cas (26 réponses). Cette catégorie « autre » renvoie ici à des situations diverses : contexte de l'épidémie de Covid-19 et de confinement (10 réponses), des situations de mésentente avec des propriétaires ou franchiseurs (4 réponses), des cessations qui renvoient à un changement de statut de l'entreprise (2 réponses), un contexte politique et économique difficile comme suite à l'épisode des gilets jaunes (1 réponse), etc.<sup>23</sup>. Viennent ensuite les raisons personnelles sans lien direct avec l'activité de l'entreprise (19%), les difficultés financières (16%) et de manière très minoritaire les difficultés liées aux ressources humaines (moins de 2% des entreprises).

**Après la fin de cette expérience de création / reprise d'entreprise, la plupart des répondants sont salariés (36%) ou demandeurs d'emplois (32%).** 16% se déclarent néanmoins indépendants ou chefs d'entreprises<sup>24</sup>.



Les entreprises ayant cessé leur activité ont le plus souvent été créées par des femmes ou par des personnes peu diplômées (CITE 1 ou 2). Elles sont également plus présentes dans le secteur du commerce / réparation d'automobiles et de motocycles<sup>25</sup>.

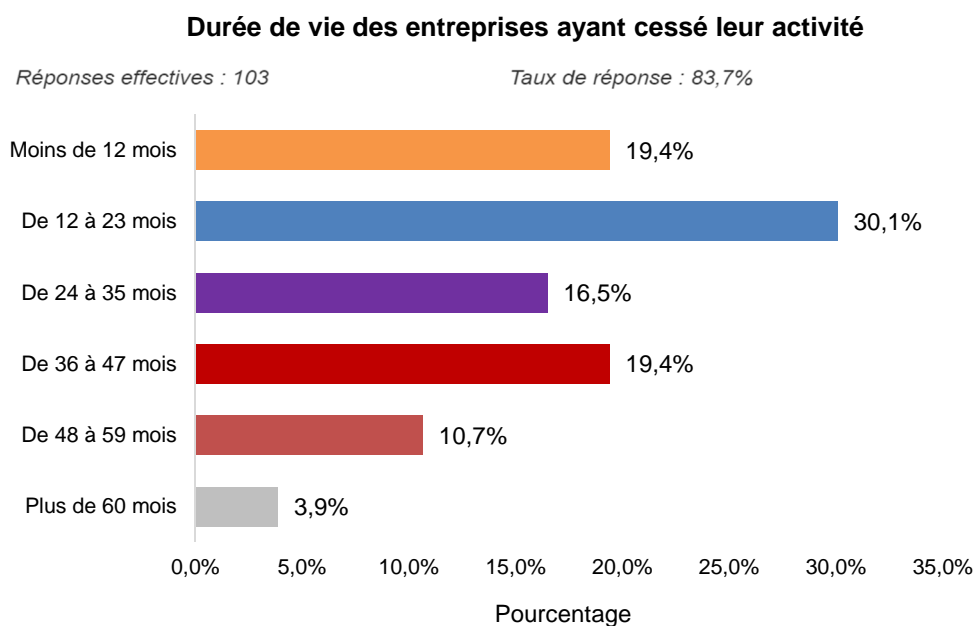
<sup>23</sup> Points de vigilance : concernant le motif Covid-19, on peut se demander s'il s'agit véritablement de cessations d'activité au sens où l'entreprise a dû déposer le bilan ou d'un arrêt des activités liées au respect des décisions gouvernementales (confinement et fermeture des commerces non essentiels). Concernant le motif changement de statut juridique, l'entreprise continue d'exister mais sous une autre forme juridique (ces 2 cas ne rentrent pas vraiment dans le cadre des entreprises ayant cessé leur activité). L'analyse de ces motifs « autres » tend à montrer que la proportion d'entreprises ayant été déclarée par les répondants en « cessation d'activité » (au sens dépôt de bilan) est probablement légèrement sur-représentée.

<sup>24</sup> Ce qui peut en partie s'expliquer par les cessations d'activités déclarées par les répondants qui n'en sont pas vraiment (changement de statut de l'entreprise et fermeture liés aux décisions gouvernementales dans un contexte de Covid-19) et éventuellement par des entrepreneurs qui ont rebondi après un premier échec de création / reprise d'entreprise.

<sup>25</sup> Avertissement de lecture (effectifs faibles) – Les cessations d'activité ne représentent que 7% de l'échantillon (soit 123 entreprises).

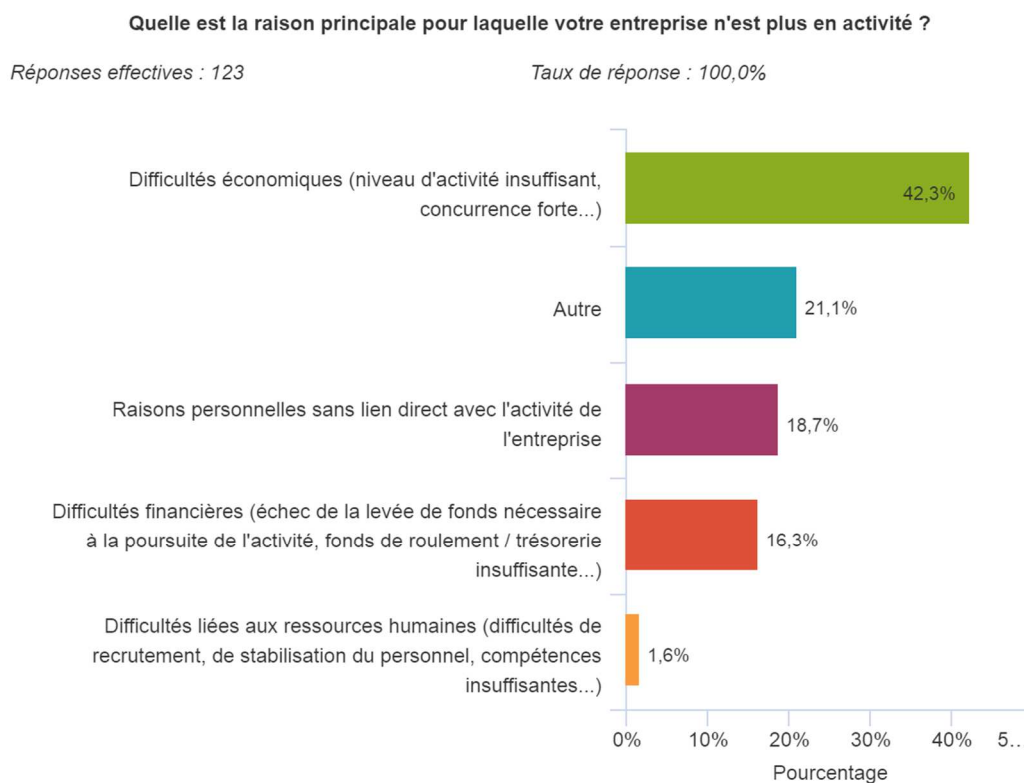
## DUREE DE VIE DES ENTREPRISES AYANT CESSÉ LEUR ACTIVITE (%)

[Champ : répondants pour qui l'entreprise n'est plus en activité et pour qui la date de cessation est connue : 103 réponses]



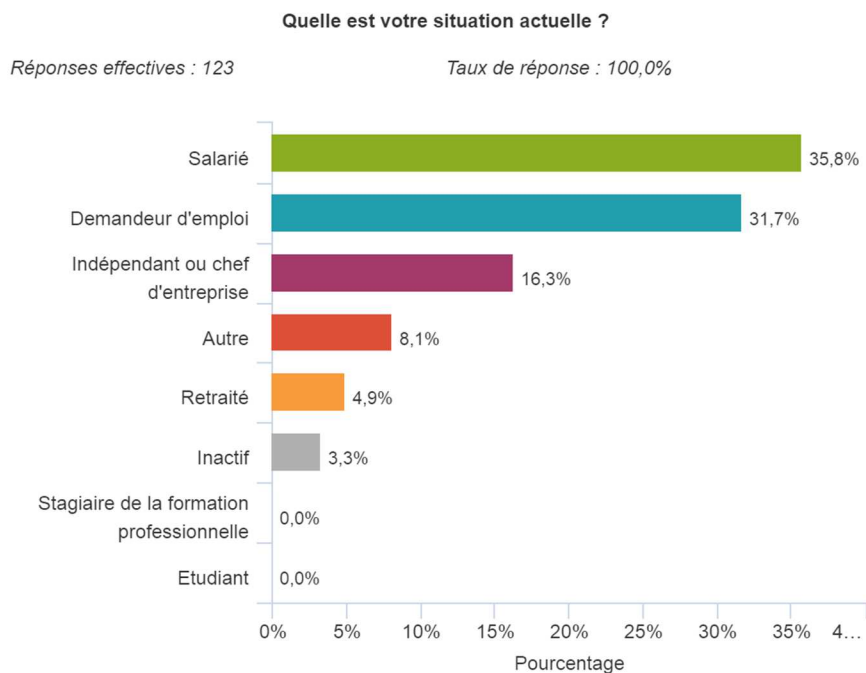
## RAISON PRINCIPALE DE LA CESSATION D'ACTIVITE (%)

[Champ : répondants pour qui l'entreprise n'est plus en activité]



## SITUATION ACTUELLE DES PERSONNES AYANT DEPOSE LE BILAN DE LEUR ENTREPRISE (%)

[Champ : répondants pour qui l'entreprise n'est plus en activité]



Note - Sur les 10 réponses « autres », seuls 7 répondants ont précisé leur réponse (3 non-réponses) : il s'agit de personnes en situation de handicap, intérimaires, arrêts maladie, etc.



## IV. PARCOURS DE CREATION ET ACCOMPAGNEMENT

### IV. 1. Parcours de création / reprise d'entreprise : difficultés et appuis

Pour près de la moitié des répondants, le parcours de création / reprise s'est fait sans difficulté particulière (45%). Pour les autres, les difficultés rencontrées ont été administratives (32%), financières (26%), personnelles (10%) ou matérielles (9%).

Sur les 70 réponses « autres » (4% des réponses), seuls 48 répondants ont précisé leur réponse. La catégorie « autre » renvoie ici à des difficultés très diverses : sur des domaines précis (le juridique, la comptabilité, le marketing, les assurances, la logistique, etc.) ou au contraire sur l'ensemble du parcours (absence de vue d'ensemble du parcours de création, absence d'information et/ou d'accompagnement pendant le parcours de création, etc.), des difficultés liées aussi aux personnes elles-mêmes (difficultés psychologiques pour porter le projet) et à la détermination « du bon moment » pour créer (des personnes qui n'étaient pas prêtes à créer au moment de l'action).



La durée d'accompagnement n'influe pas particulièrement sur le fait que les répondants déclarent ou non avoir rencontré des difficultés.

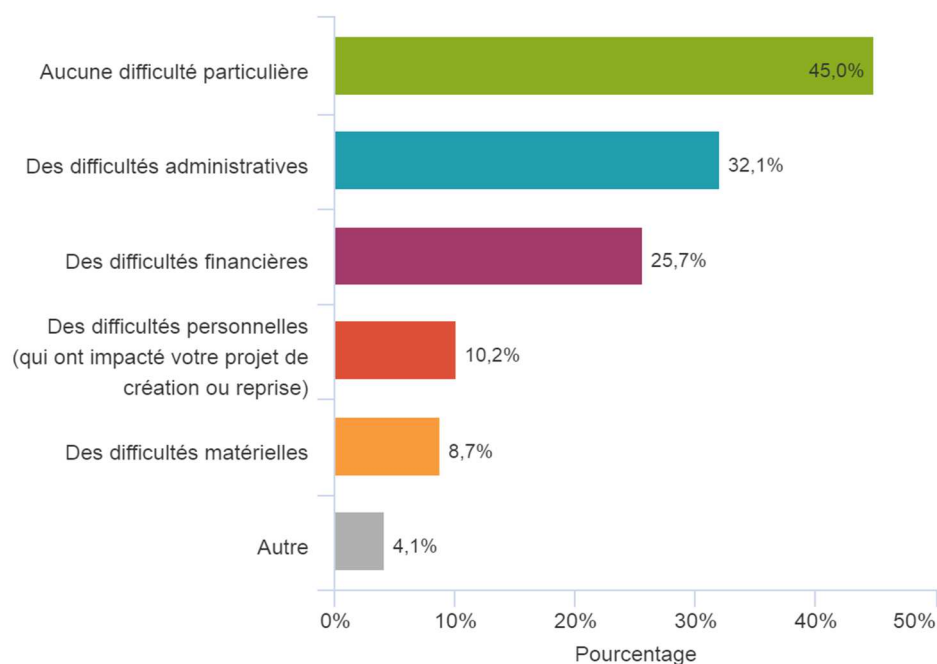
#### DIFFICULTES RENCONTREES (%)

[Champ : ensemble des répondants]

Avez-vous rencontré des difficultés particulières avant votre immatriculation ? (plusieurs réponses possibles)

Réponses effectives : 1 694

Taux de réponse : 100,0%



Pour surmonter les difficultés rencontrées, les répondants se sont principalement reposés sur eux-mêmes (64%) et sur leur entourage personnel (43%) même si 36% ont eu recours à de acteurs du champ de la création / reprise d'entreprises et 31% à des acteurs privés type expert-comptable ou notaire.

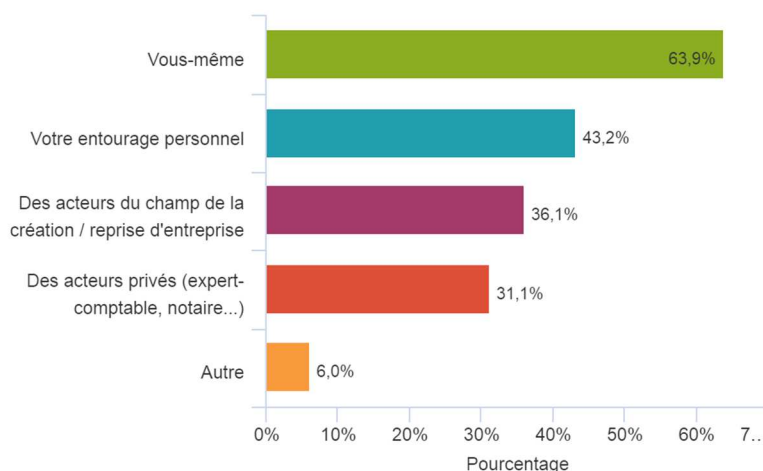
#### APPUI POUR SURMONTER CES DIFFICULTES (%)

[Champ : répondants pour qui l'entreprise est toujours en activité + des difficultés rencontrées]

Vous avez surmonté ces difficultés en vous appuyant sur (plusieurs réponses possibles) :

Réponses effectives : 861

Taux de réponse : 100,0%



Note - Sur les 53 réponses « autre », seuls 42 répondants ont précisé leur réponse (11 non-réponses) : il s'agit d'éléments très divers leurs ayant permis de surmonter les difficultés rencontrées (internet / recherches personnelles, assistante sociale, groupe de méditation, thérapeute, mairie, consulting, etc.).

#### IV. 2. *Appréciation de l'accompagnement par les participants*

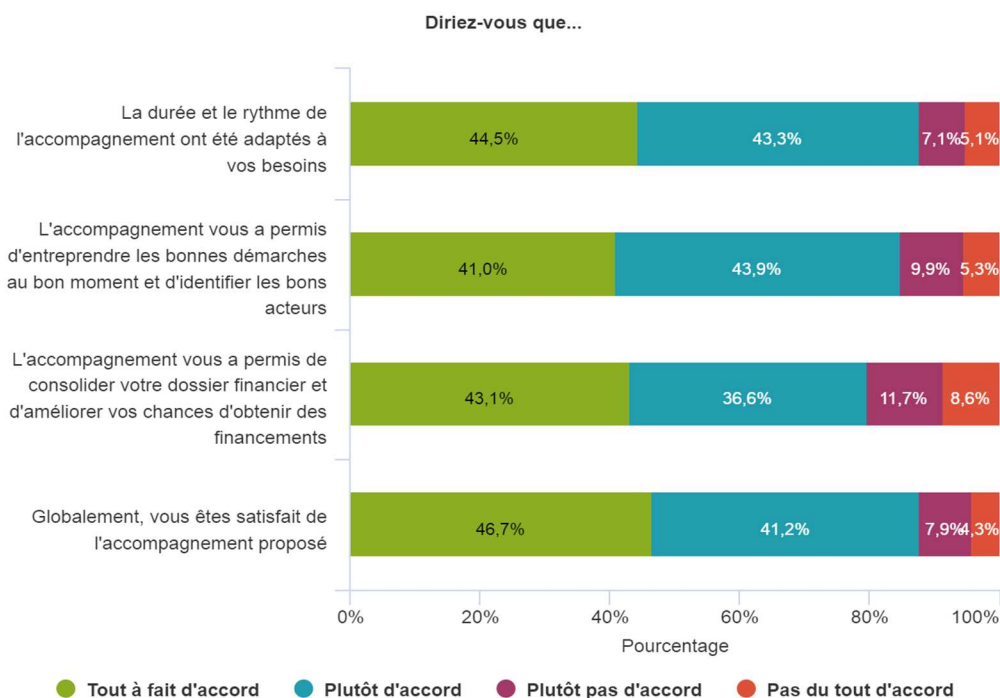
Globalement, les participants se disent « tout à fait » (47%) ou « plutôt » (41%) satisfaits de l'accompagnement reçu. Ils jugent en effet que la durée et le rythme de l'accompagnement ont été adaptés à leurs besoins (89% d'accord, dont 44,5% « tout à fait » et 43,3% « plutôt ») et que l'accompagnement leur a permis d'entreprendre les bonnes démarches au bon moment et d'identifier les bons acteurs (85% d'accord, dont 41% « tout à fait » et 44% « plutôt »).

L'affirmation selon laquelle l'accompagnement permet de consolider le dossier financier et d'améliorer les chances d'obtenir des financements recueille également 80% des répondants d'adhésion (43% « tout à fait » et 37% « plutôt »).

Ainsi, les trois modalités obtiennent des taux de satisfaction très proches les uns des autres et sont tous trois très corrélés à la satisfaction globale.

## SATISFACTION DES REpondANTS (%)

[Champ : ensemble des répondants]



Pour la majorité des répondants, l'accompagnement reçu a constitué un apport appréciable (58%) et pour près de 30 %, il a été déterminant. Pour seulement 13%, il est non essentiel puisqu'ils déclarent qu'ils auraient pu créer ou reprendre sans cet accompagnement.

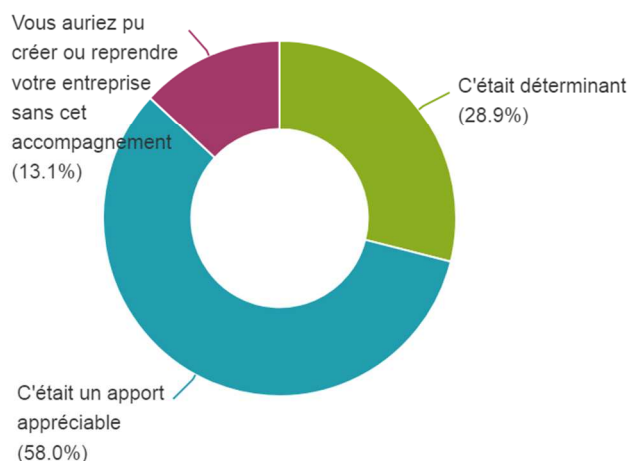
## PLUS-VALUE DE L'ACTION (%)

[Champ : ensemble des répondants]

### Comment jugez-vous cet accompagnement ?

Réponses effectives : 1 694

Taux de réponse : 100,0%





Concernant les profils de répondants, les plus diplômés (CITE 5 à 8) sont davantage tout à fait satisfaits de l'accompagnement. Par ailleurs, la situation à l'entrée de l'opération ne semble pas influencer sur le niveau de satisfaction ou la plus-value de l'accompagnement mais néanmoins, parmi les demandeurs d'emplois, celles et ceux étant au chômage depuis 3 ans et plus jugent plus souvent l'accompagnement comme étant « déterminant »<sup>26</sup>.

Concernant les caractéristiques des entreprises, les répondants dont l'entreprise est toujours en activité à l'heure actuelle sont davantage « tout à fait satisfaits » de l'accompagnement et moins souvent « pas du tout satisfaits » (et inversement : les entreprises ayant fait faillite étant sur-représentés parmi les pas du tout satisfaits). Le statut juridique de l'entreprise (micro-entrepreneur VS autres statuts) ne semble pas jouer sur le niveau de satisfaction et la plus-value estimée de l'accompagnement.

Enfin, la question ouverte de fin de questionnaire a permis aux répondants de s'exprimer plus librement sur ce qu'ils souhaitaient (269 commentaires). Parmi ces commentaires, on retrouve notamment de nombreux remerciements et expressions de satisfaction lié à l'accompagnement dont ils ont bénéficié :

*« Continuez à aider à la création d'entreprise, c'est un vrai soutien, ça aide les personnes qui ont des idées à les organiser, puis à se repérer, identifier, mieux connaître les bien trop nombreuses contraintes administratives et réglementaires. Bonne continuation. »*

*« Merci beaucoup pour l'accompagnement de XXX sans qui je n'aurais pas pu réaliser mon projet, qui est en plein essor malgré le contexte actuel ! »*

*« L'accompagnement en individuel par XXX fut extrêmement porteur. Aucun accompagnement antérieur à la création d'entreprise en groupe dans d'autres structures n'avait répondu à mes besoins ou ne m'avait permis de créer mon entreprise. Je suis extrêmement satisfaite de l'accompagnement de XXX, ultra compétent et personnalisé. »*

*« Pour ma part, j'ai été accompagné par des personnes très compétentes et motivées. C'est une réelle aide pour les jeunes créateurs d'entreprises. »*

*« Et oui il y a aussi des choses qui fonctionne dans notre pays. Pour ma part je vous dis un grand merci. »*

*« Merci ! Cet accompagnement a été très important et formateur. C'est l'assurance d'un bon départ, sur des bases sérieuses. »*

Certains (minoritaires) soulignent néanmoins un manque d'accompagnement et de suivi de la part des structures d'accompagnement ou expriment leur insatisfaction :

*« Je trouve dommage que XXX soit si peu présente pour nous aider dans le développement de nos entreprises. Nous avons un peu l'impression de juste signer des documents leur permettant d'avoir des subventions et pas de suivi derrière. C'est dommageable. »*

<sup>26</sup> Avertissement de lecture (effectifs faibles) – Les demandeurs d'emploi étant au chômage depuis 3 ans et plus à l'entrée de l'opération ne représentent que 6% de l'échantillon (soit 61 répondants).

« L'accompagnement s'est arrêté à la 1ère réunion d'accueil. Ne souhaitant pas faire de prêt pour la création, j'ai été écartée des créateurs éligibles à un suivi individuel. Je n'ai participé ensuite qu'à un seul atelier collectif, dont le contenu et l'animation étaient plus que médiocre. J'ai donc créé toute seule mon entreprise sans conseil de XXX. »

« Beaucoup d'incitation à créer des entreprises avec beaucoup de promesses et d'accompagnement. Au final, vous êtes bien seul face à vos difficultés. Être accompagné par des administratifs qui n'ont jamais eu d'entreprise est très dangereux et vous pouvez tout perdre ! »

Enfin, cette question ouverte finale a également été l'occasion pour certains d'exprimer leurs inquiétudes quant à l'avenir de leur entreprise dans un contexte de crise sanitaire et économique :

« Suite au confinement dû au virus du Covid 19, toute mon activité est en suspend et ça va être compliqué de remonter la pente étant donné qu'il va falloir repartir presque à zéro. »

« Je suis inquiète du devenir de mon entreprise pour les mois à venir que dire de plus. Cordialement. »

« Tout allait bien jusqu'au 16 mars, depuis c'est la catastrophe Je ne sais pas comment je vais m'en sortir sans aucune rentrée [d'argent]. »

#### Focus - Non concernés par l'enquête (projets en cours ou abandonnés)

**215 observations concernent des participants qui "ont tenté de créer / reprendre" ou dont le projet "est en cours". Ceux-ci ont été écartés de l'échantillon d'analyse puisqu'ils ne font pas partie de la cible de l'enquête.** Néanmoins, la possibilité leur a été donnée d'exprimer un commentaire, ce que 47 d'entre eux ont fait.

Indépendamment de la situation, ces commentaires attestent d'une certaine satisfaction liée à l'accompagnement reçu :

« L'accompagnement dispensé par la XXX a été parfaitement adapté à mon projet, celui-ci n'a pas abouti à cause du cédant qui n'a pas souhaité finaliser la vente dans les conditions prévues. »

« Je tiens à dire que je suis très satisfaite de l'accompagnement dont je bénéficie par XXX. Cet accompagnement est objectif, réaliste et à la fois il permet de garder confiance dans le bien-fondé du projet, de reconnaître que mon activité bien qu'encore balbutiante a toutes les chances de se développer et de définir les actions à mener pour y arriver. »

« Je suis très satisfaite de la formation XXX reçue au moment où je me suis lancée : des journées riches et ciblées sur le contenu desquelles on peut se baser pour reprendre appui, au fil de l'année de lancement. »

« En tant qu'entrepreneur salarié accompagné par XXX pour le lancement de mon activité, je suis très satisfaite de ce dispositif sans lequel je n'aurais probablement pas gardé confiance sur la réelle viabilité de mon projet. Cet accompagnement permet de faire le point régulièrement et de se réajuster sans cesse. »

Quand d'autres soulignent que l'accompagnement reçu ne leur a pas permis de mener à bien leur projet :

« *Accompagnement peu utile avec du personnel non qualifié, une totale déception et perte de temps à s'entretenir avec eux. Ce dispositif d'accompagnement est une perte d'argent pour le budget.* »

« *Impossibilité de créer, car XXX m'a remercié au bout de 3 mois pour la raison suivante : pas de chiffre d'affaires. Comment pouvons-nous en 3 mois développer un chiffre d'affaires sur une création d'entreprise en démarrant de zéro ? [...]* »

### En un coup d'œil



Le profil type du répondant (majoritairement une femme, de plus de 40 ans, de bon niveau scolaire et rencontrant assez peu de difficultés spécifiques hormis celle d'être au chômage le plus souvent) diffère assez significativement du public général de la PI 8.3, et plus encore de la population de l'axe 1 dans son ensemble. **Les créateurs/repreneurs sont notamment plus diplômés (56% de niveau CITE 5 à 8 contre 44% sur la PI 8.3 et 26% sur l'axe 1).**

Pour les répondants, il s'agit souvent d'une **primo-expérience de création**. Les entreprises créées ou reprises le sont sous **statut unipersonnel ou individuel** et principalement dans le secteur du commerce, des services, de la construction ou de l'hébergement-restauration. **La plupart de ces créations / reprises n'ont pas créé d'emploi salarié (hors création de son propre emploi) et ont un premier chiffre d'affaire relativement faible.** Néanmoins, la grande majorité des entreprises sont - à la date de passation du questionnaire - **toujours en activité et continuent de se développer.**

Les quelques cessations d'activité sont principalement liées à des difficultés économiques.



**Les répondants sont très majoritairement satisfaits de l'accompagnement reçu (88%)** qu'ils considèrent comme déterminant (13%) ou appréciable (58%).